



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 17/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**NORIAP Saleux**

22 boulevard Michel Strogoff  
80440 Boves

Références : 2026-E3  
Code AIOT : 0005102548

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2025 dans l'établissement NORIAP Saleux implanté Chemin de Guignemicourt 80480 Saleux. L'inspection a été annoncée le 24/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NORIAP Saleux
- Chemin de Guignemicourt 80480 Saleux
- Code AIOT : 0005102548
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NORIAP exploite un silo à enjeux très important (SETI) sur le territoire de la commune de

Saleux. La capacité maximale de stockage de céréales autorisée est de 98 768 m3. Les installations sont composées de :

- 3 silos (1 silo « face bureau », 1 silo « tour béton » et 1 silo « phénix ») ;
- 2 séchoirs au gaz naturel ;
- 3 magasins (1 magasin « engrais vrac », 1 magasin « phytosanitaire » et 1 magasin « aliments divers ») ;
- 1 plate-forme de stockage d'engrais liquide ;
- des installations annexes (ponts bascules, bureaux, ateliers, etc.).

#### Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite du site, le bassin d'infiltration du site a été vu. L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en place une signalétique permettant d'identifier ce bassin.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 02/10/2009, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
3	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 15/09/2011, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Moyens de protection contre les explosions - Découplages	AP Complémentaire du 02/10/2009, article 7.b	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement	AP Complémentaire du 02/10/2009, article 11	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Autre du 07/04/2025, article -	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats (risques incendie et explosion), il est proposé à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant sur son dispositif de thermométrie et sur l'effectivité de certains découplages (moyens de protection contre les explosions).

Concernant les autres non-conformités relevées, il est demandé à l'exploitant de mettre en place des actions correctives et de transmettre des justificatifs dans les délais énoncés dans les points de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 07/04/2025, article -			
Thème(s) : Situation administrative, rubriques et classement			
Prescription contrôlée :			
(...)			
Rubrique	Désignation	Régime	D é t a i l   d e s i n s t a l l a t i o n s
2160	Silos et installations de stockage en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 2 .   A u t r e s installations) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m <sup>3</sup>	A	99 768 m <sup>3</sup>
2175	Dépôt d'engrais liquides Lorsque la capacité totale est : Supérieure à 100 m3	D	8 cuves de 160 m3 : 1 280 m3

4130	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.1)</p> <p>Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :b)</p> <p>Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t</p>	NC	2 t
4130	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :b)</p> <p>Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	D	3 t
4140	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>1. Substances et</p>	NC	2 t

	1. Substances et mélanges solides.La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t		
4140	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	D	3 t
4331	L i q u i d e s inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être	NC	10 t

	susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3) Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t		
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	DC	75 t
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	NC	30 t
4702	Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium [...] Engrais composés à base de nitrate d'ammonium susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est :- de 15,75 % en poids ou moins sans limitation de teneur	NC	490 t stockées au total dont un maximum de 30 t pour le critère II

limitation de teneur en matières combustibles ; - comprise entre 15,75 % et 24,5 % en poids et qui soit contiennent au maximum 0,4 % de matières organiques ou combustibles au total, soit sont conformes aux exigences de l'annexe III-2 (\*) du règlement européen. Ces engrais sont susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu selon le test en auge défini dans le cadre de l'Organisation des Nations unies (ONU) ( voir Recommandations des Nations unies relatives au transport des marchandises dangereuses : Manual of Tests and Criteria, partie III, sous-section 38.2). II. Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) qui satisfont aux conditions de l'annexe III-2 (\*) du règlement européen et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate



d'ammonium est :- supérieure à 24,5 % en poids, sauf pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % ; supérieure à 15,75 % en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium ;- supérieure à 28 % en poids pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 %.III. Mélange d'engrais simples solides à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est comprise entre 24,5 % et 28 % en poids. La quantité totale d'engrais répondant à au moins un des trois critères I, II ou III ci-dessus	
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

	susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 500 t, mais inférieure à 1 250 t		
4702	IV. Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %). La quantité totale d'engrais susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 250 t	DC	900 t

#### Constats :

L'exploitant a indiqué ne pas avoir effectué de modification sur le site. Un état des stocks a été présenté. Par échantillonnage, une vérification a été effectuée et l'exploitant est conforme (quantités inférieures à celles déclarées).

L'exploitant a signalé une erreur présente dans le dossier acte concernant la rubrique 4702 : il est indiqué que le site est soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique pour une quantité de 900 tonnes. Le seuil du régime de la déclaration étant de 1250 tonnes, le stockage au titre de cette rubrique est non classé. **L'inspection a informé l'exploitant que ce point serait corrigé à l'occasion d'une prochaine demande de modification des conditions d'exploiter du site.**

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/10/2009, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, présence et bon état du matériel

### **Prescription contrôlée :**

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualités adaptés aux risques, doivent être être judicieusement répartis dans l'établissement; ils doivent faire l'objet d'une vérification périodiques au mois une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification;
- une colonne sèche dans les tours des silos face au bureau et tour béton.

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.

Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

(...)

### **Constats :**

Par courriel du 08/12/2025, l'exploitant a transmis le rapport annuel des extincteurs, les rapports de vérification des 2 colonnes sèches (tour face bureau et tour béton), ainsi que la copie du devis et du bon de commande y afférent.

Les extincteurs ont fait l'objet d'une vérification par PARFLAM SA le 08/02/2025. Le rapport conclut sur 2 extincteurs inaccessibles : 1 dans l'atelier RDC et l'autre dans le local maintenance. L'exploitant a indiqué que ces 2 extincteurs sont présents dans des locaux fermés à clé, à disposition du personnel Noriap de la maintenance itinérant (pour déploiement sur tous les sites NORIAP). L'exploitant a été informé qu'il doit disposer d'un accès en tout temps à ces locaux étant donné qu'ils sont présents dans le périmètre ICPE du site.

Lors de la visite du site, les 2 extincteurs ont été vus : le dernier contrôle a été fait en 2023.

Une attestation de Parflam pour intervention le 18/12/2025 a été transmise : elle concerne la vérification de ces 2 extincteurs. Le rapport l'accompagnant mentionne leur remplacement.

Les colonnes sèches ont été contrôlées par Parflam le 22/10/2025:

- celles du silo béton et face au bureau, présentent des non-conformités; les rapports concluent qu'elles ne sont pas en bon état de fonctionnement: un devis de remise en état a été proposé;
- celle du séchoir présente également des non-conformités mais le rapport conclut qu'elle demeure en bon état de fonctionnement et propose un devis de remise en état.

L'offre commerciale de Parflam relative à la remise en état des 3 colonnes datée du 01/12/2025 et le bon de commande associé du 8/12/2025 ont été vus.

Une attestation datée du 17/12/2025 de Parflam a été transmise : elle indique qu'une intervention est prévue, pour effectuer les travaux les 6 et 7 janvier 2026.

Le plan d'urgence page 2/56 indique que le site dispose pour sa défense incendie :

- d'extincteurs portatifs,
- 1 RIA,
- de colonnes sèches dans les tours de manutention des silos et dans les séchoirs,

- 1 poteau incendie (PI) public à l'entrée principale.

Le RIA a fait l'objet d'un contrôle de la part de Parflam en 2025 (rapport du 6/02/2025) qui mentionne une pression trop basse. Cependant, le rapport n'est pas conclusif et finalement, ne permet pas de savoir si le RIA est fonctionnel.

Par courriel du 19/12/2025, l'exploitant a indiqué "*qu'il est bien alimenté en eau mais à une pression trop basse pour ce type d'installation. Il s'avère que c'est le surpresseur en amont qui est défaillant. L'équipe interne effectue la recherche de panne*".

Concernant le poteau incendie, présent à l'entrée principale, l'exploitant dispose d'un document de la mairie qui indique que le PI est fonctionnel et qu'il a été testé : il délivre un débit de 45 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar alors que le plan d'urgence mentionne un débit de 57 m<sup>3</sup>/h.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que pour faire face à la baisse des débits de son RIA (branché sur la canalisation d'eau potable) et le poteau incendie, il menait une réflexion sur la mise en place d'une poche souple de 120 m<sup>3</sup>.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 3 mois, l'exploitant transmet les justificatifs de mise en conformité des colonnes sèches et du RIA (+surpresseur).

Sous 6 mois, l'exploitant transmet les éléments permettant de pallier au débit trop faible du poteau incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Confinement des eaux d'extinction**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/09/2011, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, eaux d'extinction

**Prescription contrôlée :**

(...)

Toutes dispositions seront prises pour éviter qu'un déversement accidentel ne soit à l'origine d'une pollution ayant des incidences sur le milieu naturel.

(...)

Les (...) effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

(...)

**Constats :**

Seul le confinement des eaux d'extinction a été vérifié, le jour de l'inspection

La page 45/56 du plan d'urgence indique que le site dispose d'une vanne de confinement et d'obturateurs à placer sur les regards et/ou tampons pour bloquer le déversement dans le milieu naturel.

L'exploitant a indiqué disposer de 2 plaques souples pour obturer les avaloirs (grilles de récupération des eaux pluviales). Une plaque a été vue : elle apparaît en très bon état (neuf). L'exploitant a précisé qu'elles correspondaient aux petits carrés rouges présents sur le plan de confinement et que ce sont des plaques d'obturation de type ADR. Elles sont pliées et rangées dans leur pochette.

Concernant la vanne de confinement, elle est présente dans un regard entre la cuve AdBlue et la cuve OLEO 100. L'exploitant a indiqué qu'il y avait eu un exercice sur la vanne. L'Inspection a demandé s'il était possible de réaliser la manœuvre de fermeture de la vanne. L'exploitant a répondu positivement et a réalisé la fermeture. Sur ce point, l'exploitant a dû faire appel à un autre agent pour aller chercher un pied de biche pour ouvrir le tampon, ensuite procéder au déverrouillage de l'accroche de la chaînette actionnant le confinement (plaque qui tombe et qui obstrue la canalisation).

**La manœuvre de la vanne de confinement doit être plus rapide, pour être opérationnelle et efficace en cas d'incident.**

*Observation : L'exploitant mettra en place un dispositif permettant de récupérer les égouttures de la cuve OLEO 100 lors de la distribution. Il mènera une réflexion sur l'emplacement de la vanne et un potentiel départ de feu au niveau de ses cuves de distribution.*

Concernant le confinement des eaux d'extinction, une fois les manœuvres réalisées, celles-ci sont maintenues sur le site par un système de pentes autour de caniveaux centraux. L'exploitant indique dans son plan d'urgence, faire appel à un prestataire de pompage. Ses coordonnées téléphoniques sont indiquées et il est précisé le terme "astreinte".

Par courriel du 19/12/2025, l'exploitant a transmis un courriel de l'entreprise VILBERT qui informe qu'un service d'astreinte est mis en place afin d'assurer la continuité des interventions en cas de besoin. Elle précise par ailleurs qu'aucun contrat de maintenance n'est nécessaire dans ce cadre. Les intervenants sont dûment référencés, garantissant des prestations conformes aux procédures et exigences en vigueur.

*Observation : L'exploitant réalisera utilement un exercice sur le confinement avec l'utilisation des plaques souples d'obturation, la manœuvre de la vanne de confinement, et l'appel du prestataire afin de s'assurer que les dispositifs et services en place sont efficaces et opérationnels.*

Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté que le site ne dispose pas de bordures.

*Observation : L'exploitant s'assurera que les jeux de pentes et les caniveaux obturés permettent de confiner les eaux d'extinction qui pourraient être présentes à l'extérieur des bâtiments.*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 2 mois, l'exploitant transmet les dispositifs mis en place pour accéder plus rapidement et de manière efficace à la vanne de confinement.

L'exploitant transmettra les éléments de réponse aux observations sous 3 mois.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Moyens de protection contre les explosions - Découplages**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/10/2009, article 7.b		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, résistances des découplages		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
(...) Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. (...)		
Volume A	Volume B	Nature du découplage
Silo face bureau - galeries inférieures	Silo face bureau - sous sol de la tour	Porte métallique s'ouvrant vers la fosse et résistante à une surpression maximum de 80 mbar
Silo face bureau - ensemble silo 1	Silo face bureau - espace intermédiaire silo 1/silo2	Porte métallique s'ouvrant vers la fosse et résistante à une surpression maximum de 60 mbar
Silo face bureau - combles et cellules silo 1	Silo face bureau - 1er étage de la tour	Porte métallique s'ouvrant vers la fosse et résistante à une surpression maximum de 80 mbar
Silo phénix - fosse EL3	Silo phénix - galerie de reprise sous cellules TC7 et TC8	Porte métallique s'ouvrant vers la fosse et résistante à une surpression maximum de 180 mbar
Silo phénix - fosse EL4	Silo phénix - galerie de reprise TC10 et TC9	Porte métallique s'ouvrant vers la fosse et résistante à une surpression maximum de 100 mbar
Silo phénix - fosse EL3	Silo phénix - tour du nettoyeur	Porte et cloison métallique de résistance à une surpression maximum de 180 mbar
Silo tour béton - fosse élévateur	Silo tour béton - galerie de réception	Porte et cloison métallique de résistance à une

		surpression maximum de 120 mbar
Silo tour béton - galerie de reprise	Silo tour béton - fosse élévateur	Porte et cloison parpaings résistante à une surpression maximum de 120 mbar et s'ouvrant côté fosse
Silo tour béton - tour	Silo tour béton - comble de cellules	Porte et cloison métallique résistante à une surpression maximum de 80 mbar et s'ouvrant côté tour

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées doit à minima être affichées;  
(...)

#### Constats :

Par courriel du 08/12/2025, l'exploitant a transmis des documents relatifs aux découplages prescrits dans l'arrêté préfectoral :

- pour le silo face bureau , une attestation de CERES solutions du 21/10/2016 sur la conformité des résistances des découplages du silo (après travaux) en lien avec les feuilles de calculs réalisés;
- pour les silos Phénix et tour béton, des feuilles de calculs de CERES du 18/04/2011.

Pour le silo face bureau, les documents transmis sont satisfaisants.

En revanche, **les documents présentés pour les silos Phénix et tour béton ne permettent pas de démontrer que les découplages en place sont conformes à la prescription (résistances attendues).**

#### Pour le silo Phénix :

- les feuilles de calculs de CERES présentent des remarques complémentaires sur des vérifications et travaux à réaliser;
- l'étude de dangers de mai 2011 mentionne que "Pour les dispositifs de découplage existants, les écarts entre les valeurs demandées par la Préfecture (arrêté préfectoral complémentaire du 02 octobre 2009) et celles mesurées nécessiteront la réalisation de mesures techniques".

A titre d'exemple :

- la feuille de calcul de CERES pour la Cloison C1 - Fosse E3 Phénix / Galerie de reprise TC7&8 - Résistance 180 mbar (10141-CL03-C1) du 18/04/2011 précise qu'il est nécessaire de vérifier le scellement des UPN dans les murs béton et d'ajouter des loquets de fermeture au niveau des raidisseurs de la porte;

- la feuille de calcul de CERES pour la Cloison C2 - Fosse E3 Phénix / Tour sous nettoyeur - Résistance 180 mbar du 18/04/2011 mentionne la nécessité de rajouter une tôle E24 épaisseur 3 mm pour calfeutrer le trou autour du transporteur à chaîne, une tôle E24 épaisseur 3 mm pour calfeutrer le trou autour du passage des tuyaux, et la nécessité d'utiliser les 3 loquets pour maintenir la porte fermée.

*Ainsi, afin de s'assurer de la conformité des découplages, des attestations de conformité post-travaux, comme celles transmises pour le silo face bureau, doivent être transmises.*

#### **Pour le silo béton :**

- les feuilles de calculs de CERES du 18/04/2011 concluent à une résistance des cloisons des 3 découplages, supérieure à 120 mbar ;

- cependant l'étude de danger de mai 2011 précise la nécessité de réaliser des travaux pour atteindre la résistance demandée.

Comme les notes de calculs de CERES ne font pas état de travaux complémentaires et que l'étude de danger mentionne des travaux achevés, il y a lieu, au même titre que pour le silo Phénix, de s'assurer que les travaux réalisés sont conformes et que les découplages en place ont bien la résistance demandée.

*Ainsi, afin de s'assurer de la conformité des découplages, des attestations de conformité post-travaux, comme celles transmises pour le silo face bureau, doivent être transmises.*

Enfin, lors de la visite du site sur le terrain, 2 portes de découplages du silo face bureau ont été vues. Ce sont les portes de découplages qui permettent d'accéder à la passerelle au-dessus des cellules de stockage ("Silo face bureau - ensemble silo 1/Silo face bureau - espace intermédiaire silo 1/silo 2" et "Silo face bureau - combles et cellules silo 1/Silo face bureau - 1er étage de la tour"). Les 2 portes étaient fermées et verrouillées par 2 loquets; elles portaient l'inscription de maintenir la porte fermée et s'ouvre en tirant la porte côté tour. Après le passage, les portes ont été fermées et verrouillées de l'intérieur à partir des loquets accessibles également de l'autre côté des portes.

Suite à l'inspection, l'exploitant a indiqué par courriel du 19/12/2025, avoir pris contact avec la société Cérés afin de faire une synthèse clarifiée des éléments concernant le découplage en leur possession et justifier la bonne prise en compte de l'APC.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au vu de l'enjeu (explosion) et de la qualification du silo en SETI, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité sous 3 mois, en transmettant les documents justifiant de la résistance des découplage pour les silos "Phénix" et "tour béton".



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/10/2009, article 11			
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sondes thermométriques			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
<p>(...)</p> <p>Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, le matériel employé est défini comme suit :</p>			
	Type	Nombre de sondes par cellules de stockage	Nombre de prise de température par sonde
Silo face bureau - 1ère partie	S o n d e s thermométriques fixes	3 petites cellules : 1 sonde par cellule 4 grandes cellules : 2 sondes par cellule	4 points de mesure  4 points de mesure
Silo face bureau - 2ème partie	S o n d e s thermométriques fixes	10 cellules : 2 sondes par cellule	1 sonde à 3 points de mesure 1 sonde à 4 points de mesure
Silo Phénix	S o n d e s thermométriques fixes	8 cellules : 5 sondes par cellule	4 sondes à 5 points de mesure 1 sonde à 6 points de mesure
Silo Tour béton	S o n d e s thermométriques fixes	4 cellules : 7 sondes par cellule	8 points de mesure
<p>Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'arme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'en informer au plus vite les services de secours.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.</p> <p>De rondes régulières selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.</p> <p>(...)</p>			

## Constats :

Par courriel du 8/12/2025, l'exploitant a indiqué que le contrôle des sondes de silothermométrie s'effectue au travers du portail d'enregistrement « Qualishare ». Il a transmis les copies d'écran des enregistrements effectués et a précisé que les contrôles répondent à la procédure EQ/cer/04/024 transmis en pièce jointe.

La procédure qui est mentionnée dans le cahier de relevé des température, indique :

- les consignes de suivi de température,
- la conduite à tenir en cas d'élévation de température de 5°C (surveillance soutenue et actions à mettre en œuvre (transilage, ventilation ....) pour abaisser rapidement la température au seuil souhaité),
- le renvoi sur la consigne URG06, en cas d'aggravation et de montée de la température au-dessus des 30°C (hors période de réception).

Les silos sont équipés de sondes de thermométrie informatisées, qui communiquent avec le logiciel de contrôle présent dans le bureau d'accueil.

L'exploitant a transmis un tableau daté du 08/12/2025: les sondes des 29 cellules ont été contrôlées sur 2024 et 2025 : 17 cellules (sur 29) ont des sondes défaillantes et des demandes de travaux sont mentionnées. L'exploitant a précisé que ce ne sont pas les sondes complètes qui sont défaillantes mais des points de mesures sur ces sondes.

L'exploitant a indiqué que les sondes sont contrôlées avant le remplissage des cellules, idéalement tous les ans et au maximum tous les 3 ans.

Concernant les demandes de travaux, aucune action de terrain n'a été effectuée pour que les points de mesures défaillants soient de nouveau opérationnels.

Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé :

- avoir un problème de communication entre des points de mesures de sondes et le PC de surveillance,
- avoir eu une intervention d'Actemium le 30 juin 2025 qui a détecté le problème de communication sans donner de suites,
- avoir changé récemment de prestataire et faire appel à la société CIRA pour trouver une solution,
- prévoir une réunion en janvier 2026 avec CIRA et CREATIS (l'installateur).

L'écran du logiciel de contrôle qui présente les mesures relevées par les sondes a été vu ; 3 seuils sont définis : une pré-alarme à 5°C, une alarme à 12°C et un auto-échauffement à 70°C. Le relevé de température des cellules du silo béton montre qu'une majorité des cellules a atteint voir dépassé le seuil d'alarme de 12°C (21.8°C relevé au maximum). Cette alarme correspond à un seuil de qualité pour l'exploitant pour laquelle l'exploitant a indiqué mettre en place de la ventilation. Une sonde de la cellule 11 apparaît HS (hors service).

**Observation :** La consigne URG06 prévoit un déclenchement de la procédure si la température dépasse 30°C (hors période de réception) et pourtant il n'y a pas de seuil d'alarme pour cette température: l'exploitant indiquera comment il détecte cette température limite et déclenche l'application de la consigne URG06. L'Inspection enjoint l'exploitant de réfléchir sur les seuils de détection mis en place actuellement, l'objectif étant d'assurer un niveau de sécurité et de pouvoir réagir rapidement en cas d'auto-échauffement dans une cellule.

Concernant les rondes, l'exploitant a indiqué effectuer une ronde tous les soirs avant de quitter le site. Celle-ci est formalisée sur le portail d'enregistrement « Qualishare ». La dernière ronde a été réalisée la veille de l'inspection à 17h30 par M. Leroy qui ne signale aucun problème.

Suite à l'inspection, l'exploitant a indiqué par courriel du 19/12/2025, que :

- le dysfonctionnement de la communication entre les points de relevé de température et la supervision est confirmé. Un rendez-vous réunissant les sociétés Créatif (installateur initial), Cira et Noriap est prévu le 6 janvier 2026;

- il est en mesure de s'engager sur la mise en service d'un dispositif pleinement fonctionnel d'ici le 30 juin 2026;

- il souligne que la température « correcte » fournie par les sondes peut être récupérée lors du redémarrage de la supervision, le dysfonctionnement apparaissant seulement quelques minutes après.

Les éléments présentés ci-dessus ne permettent pas de garantir que le système de thermométrie (détection, transmission) est maintenu en bon état.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au vu de l'enjeu (incendie) et de la proximité du site avec des zones résidentielles (qualification du silo en SETI), il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité sous 6 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois